



Appel du Conseil National de l'Union de la CGT Educ'action (19 octobre 2012)

LA MOBILISATION DES PERSONNELS DE L'EDUCATION EST INDISPENSABLE !

Pour les personnels de l'Education nationale, la rentrée 2012 s'est faite dans un climat particulier. Ils ne sont plus la cible de déclarations incessantes contre le service public d'Education, comme pouvait le faire le précédent gouvernement, mais la situation n'est pas satisfaisante pour autant.

Les ateliers de « la Refondation de l'Ecole » n'ont pas débouché, dans les propositions retenues par le ministère, sur toutes les revendications que nous défendons.

Des décisions du gouvernement sont totalement opposées à ce que nous défendons. C'est le cas avec le maintien du socle commun, mis en place par Fillon en 2005 et le livret personnel de compétences ou encore la poursuite des réformes du lycée (bac pro en 3 ans, voie générale, STI2D) imposés par Darcos et Chatel.

Il s'agit de préparer une mobilisation d'ampleur dans l'Education nationale pour imposer, par la lutte, une politique réellement progressiste.

Après des années de suppressions de postes et de RGPP, les conditions d'exercice sont aujourd'hui extrêmement difficiles dans beaucoup d'écoles, collèges ou lycées. Dans le 93, les personnels du premier degré étaient massivement en grève le 11 octobre pour protester contre le manque criant de personnels. Les 1000 postes réinjectés fin juin sont insuffisants. Le gouvernement entérine de fait les 15 000 suppressions d'emplois décidées par son prédécesseur. L'annonce de la création de 43 000 postes à la rentrée prochaine est, d'une part trompeuse puisque sur ces 43 000 postes, 22 000 sont des remplacements de collègues partant à la retraite, d'autre part ces créations sont insuffisantes au regard des 80 000 suppressions de ces 5 dernières années. Pourquoi Vincent Peillon n'a-t-il pas accordé, comme le demandait la CGT Educ'action, une garantie de réemploi pour tous les contractuels employés l'an dernier ? Cette mesure, juste et indispensable, serait pourtant cohérente avec la politique affichée. Il faut obtenir maintenant le réemploi de nos collègues non titulaires et leur titularisation, le service public d'éducation en a besoin.

La rentrée sociale est marquée par une aggravation de la crise et des plans de licenciements qui se succèdent en rafale. Les salariés rejettent évidemment ces licenciements qui ne servent qu'à rassurer les actionnaires en augmentant toujours plus leurs profits. Ils se sont mobilisés le 9 octobre, à l'appel de la CGT, pour dire leur refus d'une telle politique. Ce ne doit être qu'une première étape.

Les personnels de l'Education nationale, comme tous les salariés ne sont pas décidés à accepter les mesures d'austérité imposées par les classes dirigeantes dans tous les pays d'Europe et que coordonne l'Union européenne.

Pour obtenir l'arrêt des fermetures d'entreprises et les licenciements qui s'ensuivent, pour refuser les suppressions d'emplois prévus dans plusieurs secteurs de la Fonction Publique, pour combattre le gel du point d'indice (perte de 14,34 % depuis 2000) des fonctionnaires et imposer l'augmentation de salaires (300 € pour tous) la mobilisation doit s'amplifier.

Le 11 octobre, les retraités ont fait connaître leur mécontentement sur les propositions du budget 2013, à savoir une contribution supplémentaire de 0,3 % dès 2013. De plus, la question de l'augmentation de la CSG est toujours à l'ordre du jour. Ce qui aboutit à une nouvelle diminution du niveau des pensions.

Dès maintenant il est possible de gagner sur un certain nombre de revendications, comme par exemple la suppression du jour de carence mis en place par Sarkozy dans la Fonction Publique. Dès maintenant il est possible d'imposer des premières mesures dans l'Education nationale qui s'opposeraient à la logique libérale, à l'œuvre depuis des années, comme par exemple le refus des GIP permettant une privatisation des GRETA.

Il nous faut construire, à partir des luttes qui ont eu lieu dans de nombreux pays européens, un rapport de forces pour imposer une autre politique et un autre partage des richesses. Coordonner nos luttes partout en Europe nous aidera à défendre les services publics, en premier lieu l'Education et la Santé. La CGT Educ'action se prononce pour une grève interprofessionnelle le 14 novembre lors de la journée d'action et de solidarité initiée par la CES, en même temps que les salariés de Grèce, du Portugal... qui seront aussi en grève.

La politique anti-immigrés du gouvernement ne marque aucune rupture avec celle des gouvernements précédents. Nous n'acceptons pas les reculs concernant le droit de vote des résidents immigrés et les contrôles « au faciès ». Nous réaffirmons notre engagement dans le RESF, pour la régularisation de tous les sans-papiers. La CGT Educ'action prend part aux mobilisations et exige l'arrêt des expulsions et une refonte du CESEDA. Avec toute la CGT, nous participerons à la mobilisation du 18 décembre, journée internationale des droits des migrants, pour mettre fin aux politiques anti-immigrés.

Le conseil national de la CGT Educ'action appelle les personnels à se réunir et à discuter des propositions qui seront faites, à formuler leurs revendications pour être entendus dans le débat parlementaire qui va s'ouvrir avec la loi d'orientation.

Il les appelle à refuser la politique d'austérité que le gouvernement met en place. C'est par la lutte avec l'ensemble des salariés du Public et du privé que nous pourrions imposer le changement.